CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.998/4
du 6 avril 2022

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions des statuts du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.998/4
van 6 april 2022

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen van de statuten van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Le 8 février 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Digitalisation, chargé de la Simplification administrative, de la Protection de la vie privée et de la Régie des bâtiments, adjoint au Premier Ministre à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions des statuts du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 avril 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 avril 2022.

*

Op 8 februari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Digitalisering, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Privacy en de Regie der gebouwen, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen van de statuten van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 april 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 april 2022.

*

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Comme l'a confirmé la déléguée du Secrétaire d'État, le projet à l'examen ne trouve pas de fondement dans l'article 26*bis*, § 1er, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges'.

L'alinéa 1er sera revu en conséquence.

DISPOSITIF

Article 2

Dès lors que l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 'fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications', ne comporte qu'un seul alinéa, les mots « alinéa 1er, » seront omis.

Article 5

Les mots « du personnel » apparaissent plusieurs fois dans la disposition modifiée. Il y a dès lors lieu d'écrire « les mots 'remplacer du personnel' seront remplacés par les mots 'remplacer des agents statutaires ou des membres du personnel contractuel' ».

Article 6

1. La modification apportée par le 1°, a), a déjà été opérée par l'article 5 de l'arrêté royal du 15 septembre 2013 'modifiant certaines dispositions des statuts du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Le 1°, a), sera dès lors omis.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

2.1. Interrogée au sujet de la notion d'organisme « auquel l'Institut participe ou a participé », et de la raison pour laquelle le personnel de ces organismes est considéré comme du personnel recruté pour exécuter des tâches spécifiques, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué ce qui suit :

> « Les organismes visés sont les différentes asbl (tels le CCRM, actuellement en liquidation, la SMALS,) ou organismes internationaux (BEREC, IRG) dans lesquels l'IBPT est partie prenante.
>
> Le personnel ayant travaillé dans ces organismes peut, dans certaines circonstances, avoir acquis une expérience, notamment technique, de grande valeur ajoutée, que l'IBPT pourrait vouloir acquérir dans l'exercice de ses missions ou dans le développement de nouvelles compétences, légales ou factuelles.
>
> Pour donner un exemple concret, l'asbl en liquidation CCRM est une asbl composée de divers acteurs publics (le SPF Mobilité et Transports, Skeyes, Astrid, l'IBPT, l'Institut Luxembourgeois de Régulation). Cette asbl avait pour tâche principale le monitoring du spectre radioélectrique, notamment la prévention de brouillages dans les bandes de fréquences aériennes ou maritimes.
>
> L'IBPT, en accord avec ses partenaires dans ladite asbl, développe actuellement cette expertise de monitoring, ayant déjà recruté contractuellement les techniciens auparavant membres du personnel de l'asbl. Les contrats offerts à ces techniciens ne peuvent cependant pas, dans l'état actuel de la réglementation applicable à l'IBPT, être des contrats à durée indéterminée.
>
> Le projet permettra par contre ceci, ce qui donnera l'occasion à l'IBPT de s'assurer les services extrêmement précis, compétents et spécifiques desdits techniciens ».

2.2. Le 1°, b), sera clarifié, de manière à ce que les organismes auxquels cette disposition s'applique puissent être identifiés avec précision.

2.3. Dès lors que la disposition telle que modifiée par le projet à l'examen, permettra la coexistence de membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de durée déterminée pour les uns – à savoir le personnel spécifique nécessaire à l'exécution de programmes de recherche ou d'études –, et de durée indéterminée pour les autres – à savoir le personnel ayant acquis de l'expérience au sein d'un organisme auquel l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après l'« IBPT ») participe ou a participé –, l'auteur indiquera, dans le commentaires de l'article, les raisons objectives qui justifient qu'il sera recouru à un type de contrat ou à un autre.

2.4. De même, les motifs justifiant que le personnel ayant acquis de l'expérience dans les organismes auxquels l'IBPT participe ou a participé soit assimilé au personnel recruté pour exécuter des tâches spécifiques gagneraient à figurer dans le commentaire de la disposition.

Article 11

Interrogée à cet égard, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué que les « deux dernières cotations attribuées », visées à l'article 60, § 2, en projet, sont « les scores des deux dernières évaluations annuelles subies par le membre du personnel ».

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

L'article 60, § 2, en projet, sera revu afin de régler l'hypothèse dans laquelle l'agent n'a pas encore subi deux évaluations annuelles.

Article 15

Dès lors que l'article 69 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 ne comporte qu'un seul alinéa, les mots « alinéa 1er » seront omis.

Article 20

1. À l'article 81/7, alinéa 3, en projet, les mots « des alinéas 1er et 2 » seront remplacés par les mots « de l'alinéa 2 ».

2. Interrogée sur les motifs qui justifient qu'en application de l'article 81/6, § 1er, 2°, en projet, pour un agent statutaire titulaire du grade de technicien, l'exercice de la fonction supérieure durant une journée implique que le Conseil peut déjà décider de confier le poste à un agent statutaire de grade inférieur, alors que pour les autres statutaires, l'exercice de la fonction supérieure doit avoir été effectuée durant une période de dix jours ouvrables, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué ce qui suit :

> « Cette différence est induite par la particularité des missions des techniciens et chefs de section technique au sein de l'IBPT.
>
> En effet, ces catégories de personnel sont des officiers de police judiciaire, soumis à l'autorité du Procureur Général dans l'exercice de leurs missions pénales, et agissent dans la majeure partie de leur temps en mission de terrain, de contrôle, ou dans le cadre de gardes avec appels de la part d'autres autorités publiques (Cellule des personnes disparues, Sûreté de l'État, Police, etc…).
>
> À cet égard, il est souvent nécessaire de pouvoir donner des fonctions supérieures même pour une seule journée.
>
> L'article 20 du projet ne fait d'ailleurs que reprendre les textes de l'ex-RTT déjà applicables, et ce depuis les années 60, à l'IBPT, sans en modifier les tenants et aboutissants ».

Cette justification gagnerait à figurer dans le commentaire de la disposition.

3. Interrogée au sujet de la notion de « raisons fonctionnelles » figurant à l'article 81/8, en projet, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué ce qui suit :

> « Seules des raisons fonctionnelles permettent de mettre fin à l'exercice de fonctions supérieures. Toute autre raison, personnelle ou autre, ne pourra être retenue ».

Cette précision figurera utilement dans le commentaire de la disposition.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Article 26

Il sera fait mention des modifications encore en vigueur des dispositions modifiées.

Article 28

Dès lors que la mise à la retraite d'un agent ne s'apparente pas à une décision par laquelle il est « démis d'office et sans préavis de ses fonctions », il serait préférable de laisser figurer l'hypothèse de la mise à la retraite dans l'article 150 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007.

Article 29

L'article 150, en projet, tend à prévoir que la démission volontaire d'un agent statutaire est subordonnée à la prestation d'un préavis de trois mois, étant entendu que les parties peuvent convenir de réduire ce délai.

Le commentaire de cette disposition énonce ce qui suit :

> « Cette disposition remplace l'article 150 de l'arrêté relatif au statut administratif afin de prévoir, à l'instar d'autres régulateurs étrangers, un délai de préavis de trois mois en cas de démission volontaire d'un agent statutaire. L'idée est d'assurer une période permettant d'éviter un risque de fuite concernant des informations confidentielles ainsi qu'un risque de méconnaissance du secret professionnel. Ce délai peut être conventionnellement réduit par les parties ».

Interrogée au sujet de la justification de ce délai de trois mois, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué :

> « Le système actuel de l'article 150, qui limite ce préavis à 30 jours, ne le fait débuter qu'après l'autorisation expresse du Conseil, ce qui implique une incertitude pour l'agent statutaire quant à la date de prise de cours dudit préavis. Le système proposé règlera cela.
>
> […]
>
> Il n'existe pas pour les membres du personnel de l'IBPT de clause de non-concurrence durant une période déterminée, de sorte que, et cela est déjà arrivé, un membre du personnel pourrait quitter l'IBPT pour aller travailler dans une entreprise régulée ou contrôlée par l'IBPT.
>
> Cette période maximale de 3 mois, puisqu'elle peut être conventionnellement réduite, permettra une transition sans heurts ».

Par ailleurs, la déléguée du Secrétaire d'État a précisé que tous les agents statutaires de l'IBPT sont en possession d'informations confidentielles.

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer que l'obligation de prester un préavis de trois mois en cas de démission volontaire est de nature à rencontrer l'objectif visé, à savoir éviter un risque de fuite concernant des informations confidentielles et que les conséquences de cette obligation pour les agents statutaires ne sont pas disproportionnées.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Article 30

Interrogée à cet égard, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué que les jours fériés n'étaient pas compris dans la notion de « jours ouvrables ».

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, l'article 1er, 6°, en projet, sera revu en conséquence.

Article 36

Dans la phrase liminaire, le mot « modifié » sera remplacé par le mot « remplacé ».

Article 44

Dans la version française de la phrase liminaire, le mot « abrogées » sera remplacé par le mot « apportées ».

Article 46

L'article 62/2, alinéa 2, en projet, dispose ce qui suit :

« Est réputé se déplacer dans l'exercice de sa fonction tout agent statutaire ou membre du personnel contractuel ».

Interrogée au sujet de cette disposition, la déléguée du Secrétaire d'État a donné les explications suivantes :

« Cela signifie que tout membre du personnel de l'IBPT peut être amené à se déplacer dans l'exercice de ses fonctions (visites d'entreprises régulées ou contrôlées, réunions auprès d'autres autorités publiques, cabinets ministériels ou au Parlement, audiences devant toutes juridictions, etc…) ».

Compte tenu de l'alinéa 1er, en vertu duquel le droit à indemnité pour frais de séjour est reconnu à tout agent statutaire et à tout membre du personnel contractuel astreint à se déplacer, l'alinéa 2, tel que le délégué en explicite la portée, parait dépourvu de portée juridique et sera omis.

Annexe

L'annexe sera complétée par la formule de visa [1].

*

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172, formule F 4-8-1.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat voor voorliggend ontwerp geen rechtsgrond te vinden is in artikel 26*bis*, § 1, van de wet van 17 januari 2003 'met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector'.

Het eerste lid moet dienovereenkomstig herzien worden.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Aangezien artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 'tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie' slechts één lid bevat, moeten de woorden "eerste lid," weggelaten worden.

Artikel 5

Het woord "personeel" komt in de te wijzigen bepaling meermaals voor. Er dient derhalve te worden geschreven "worden de woorden 'personeel te vervangen' vervangen door de woorden 'statutaire ambtenaren of contractuele personeelsleden te vervangen'".

Artikel 6

1. De wijziging die bij de bepaling onder 1°, a), aangebracht wordt, is reeds aangebracht bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 september 2013 'tot wijziging van sommige bepalingen van de statuten van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'.

De bepaling onder 1°, a), moet dan ook weggelaten worden.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

2.1. Naar aanleiding van een vraag over het begrip instelling "waaraan het Instituut deelneemt of deelgenomen heeft" en over de reden waarom het personeel van die instellingen beschouwd wordt als personeel aangeworven om bijzondere taken uit te voeren, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

> "Les organismes visés sont les différentes asbl (tels le CCRM, actuellement en liquidation, la SMALS,) ou organismes internationaux (BEREC, IRG) dans lesquels l'IBPT est partie prenante.
>
> Le personnel ayant travaillé dans ces organismes peut, dans certaines circonstances, avoir acquis une expérience, notamment technique, de grande valeur ajoutée, que l'IBPT pourrait vouloir acquérir dans l'exercice de ses missions ou dans le développement de nouvelles compétences, légales ou factuelles.
>
> Pour donner un exemple concret, l'asbl en liquidation CCRM est une asbl composée de divers acteurs publics (le SPF Mobilité et Transports, Skeyes, Astrid, l'IBPT, l'Institut Luxembourgeois de Régulation). Cette asbl avait pour tâche principale le monitoring du spectre radioélectrique, notamment la prévention de brouillages dans les bandes de fréquences aériennes ou maritimes.
>
> L'IBPT, en accord avec ses partenaires dans ladite asbl, développe actuellement cette expertise de monitoring, ayant déjà recruté contractuellement les techniciens auparavant membres du personnel de l'asbl. Les contrats offerts à ces techniciens ne peuvent cependant pas, dans l'état actuel de la réglementation applicable à l'IBPT, être des contrats à durée indéterminée.
>
> Le projet permettra par contre ceci, ce qui donnera l'occasion à l'IBPT de s'assurer les services extrêmement précis, compétents et spécifiques desdits techniciens."

2.2. De bepaling onder 1°, b), moet aldus verduidelijkt worden dat nauwkeurig vastgesteld kan worden op welke instellingen die bepaling van toepassing is.

2.3. Aangezien de bepaling, zoals ze bij het voorliggend ontwerp gewijzigd wordt, het mogelijk maakt dat er naast personeelsleden aangeworven met een contract van bepaalde duur - namelijk het specifieke personeel dat nodig is voor de uitvoering van researchprogramma's of studies -, ook personeelsleden met een contract van onbepaalde duur zullen zijn - namelijk het personeel dat ervaring heeft opgedaan in een instelling waaraan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna: het "BIPT") deelneemt of deelgenomen heeft - moet de steller in de bespreking van dit artikel de objectieve redenen vermelden op grond waarvan het ene of het andere contracttype gebruikt zal worden.

2.4. Zo verdient het ook aanbeveling om in de bespreking van die bepaling de redenen op te nemen waarom het personeel dat ervaring opgedaan heeft in de instellingen waaraan het BIPT deelneemt of deelgenomen heeft, gelijkgesteld wordt met het personeel dat aangeworven is om bijzondere taken uit te voeren.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Artikel 11

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris te kennen gegeven dat de "twee laatst toegekende waarderingscijfers" waarvan in het ontworpen artikel 60, § 2, sprake is de scores zijn van de twee recentste jaarlijkse evaluaties waaraan het personeelslid onderworpen is.

Het ontworpen artikel 60, § 2, moet aldus herzien worden dat het geval geregeld wordt dat het personeelslid nog niet aan twee jaarlijkse beoordelingen onderworpen is.

Artikel 15

Aangezien artikel 69 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 slechts uit één lid bestaat, moeten de woorden "eerste lid, de bepaling onder" weggelaten worden.

Artikel 20

1. In het ontworpen artikel 81/7, derde lid, moeten de woorden "de leden 1 en 2" vervangen worden door de woorden "het tweede lid".

2. Op de vraag om welke redenen met toepassing van het ontworpen artikel 81/6, § 1, 2°, voor een statutair ambtenaar bekleed met de graad van technicien, het uitoefenen van de hogere functie gedurende één dag impliceert dat de Raad reeds kan beslissen om de betrekking toe te kennen aan een statutair ambtenaar van een lagere graad, terwijl voor de andere statutairen de hogere functie gedurende een periode van tien werkdagen uitgeoefend moet zijn, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

> "Cette différence est induite par la particularité des missions des techniciens et chefs de section technique au sein de l'IBPT.
>
> En effet, ces catégories de personnel sont des officiers de police judiciaire, soumis à l'autorité du Procureur Général dans l'exercice de leurs missions pénales, et agissent dans la majeure partie de leur temps en mission de terrain, de contrôle, ou dans le cadre de gardes avec appels de la part d'autres autorités publiques (Cellule des personnes disparues, Sûreté de l'État, Police, etc…).
>
> À cet égard, il est souvent nécessaire de pouvoir donner des fonctions supérieures même pour une seule journée.
>
> L'article 20 du projet ne fait d'ailleurs que reprendre les textes de l'ex-RTT déjà applicables, et ce depuis les années 60, à l'IBPT, sans en modifier les tenants et aboutissants."

Het verdient aanbeveling die verantwoording op te nemen in de bespreking van die bepaling.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

3. Op een vraag over het begrip "functionele redenen" dat vervat is in het ontworpen artikel 81/8, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende te kennen gegeven:

> "Seules des raisons fonctionnelles permettent de mettre fin à l'exercice de fonctions supérieures. Toute autre raison, personnelle ou autre, ne pourra être retenue."

Het verdient aanbeveling die verduidelijking op te nemen in de bespreking van die bepaling.

Artikel 26

Er moet melding gemaakt worden van de nog geldende wijzigingen van de gewijzigde bepalingen.

Artikel 28

Aangezien de pensionering van een ambtenaar niet lijkt op een beslissing waarbij hij "ambtshalve en zonder opzeggingstermijn uit zijn ambt ontslagen wordt", is het beter het geval van de pensionering op te nemen in artikel 150 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007.

Artikel 29

Het ontworpen artikel 150 strekt ertoe te bepalen dat een statutair ambtenaar pas vrijwillig ontslag kan nemen na een opzeggingstermijn van drie maanden gepresteerd te hebben, met dien verstande dat de partijen onderling kunnen overeenkomen om die termijn in te korten.

In de bespreking van die bepaling staat het volgende:

> "Deze bepaling vervangt artikel 150 van het besluit betreffende het administratief statuut om naar het voorbeeld van andere buitenlandse regulatoren een opzegtermijn vast te stellen van drie maanden in geval van vrijwillig ontslag van een statutaire ambtenaar. De idee is om te zorgen voor een periode waarmee een risico kan worden vermeden voor het lekken van vertrouwelijke informatie, alsook een risico voor miskenning van het beroepsgeheim. Die termijn kan via een overeenkomst door de partijen worden verkort."

Gevraagd naar de redenen voor die termijn van drie maanden heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende te kennen gegeven:

> "Le système actuel de l'article 150, qui limite ce préavis à 30 jours, ne le fait débuter qu'après l'autorisation expresse du Conseil, ce qui implique une incertitude pour l'agent statutaire quant à la date de prise de cours dudit préavis. Le système proposé règlera cela.
>
> (...)

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Il n'existe pas pour les membres du personnel de l'IBPT de clause de non-concurrence durant une période déterminée, de sorte que, et cela est déjà arrivé, un membre du personnel pourrait quitter l'IBPT pour aller travailler dans une entreprise régulée ou contrôlée par l'IBPT.

Cette période maximale de 3 mois, puisqu'elle peut être conventionnellement réduite, permettra une transition sans heurts."

Bovendien heeft de gemachtigde van de staatssecretaris te kennen gegeven dat alle statutaire ambtenaren van het BIPT over vertrouwelijke informatie beschikken.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat met de verplichting om in geval van vrijwillig ontslag een opzeggingstermijn van drie maanden te presteren het beoogde doel bereikt kan worden, namelijk het voorkomen van het risico dat vertrouwelijke informatie gelet zou worden, en dat de gevolgen van die verplichting voor statutaire ambtenaren niet disproportioneel zijn.

Artikel 30

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris te kennen gegeven dat de feestdagen niet onder het begrip "werkdag" vallen.

Indien dat inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moet het ontworpen artikel 1, 6°, dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 36

In de inleidende zin moet het woord "gewijzigd" vervangen worden door het woord "vervangen".

Artikel 44

In de Franse tekst van de inleidende zin moet het woord "abrogées" vervangen worden door het woord "apportées".

Artikel 46

Het ontworpen artikel 62/2, tweede lid, luidt als volgt:

"Elke statutaire ambtenaar of elk contractueel personeelslid wordt geacht zich te verplaatsen voor het uitoefenen van zijn functie."

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡

Naar aanleiding van een vraag over die bepaling heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende uitleg verschaft:

> "Cela signifie que tout membre du personnel de l'IBPT peut être amené à se déplacer dans l'exercice de ses fonctions (visites d'entreprises régulées ou contrôlées, réunions auprès d'autres autorités publiques, cabinets ministériels ou au Parlement, audiences devant toutes juridictions, etc…)."

Rekening houdend met het eerste lid, naar luid waarvan het recht op een vergoeding voor verblijfkosten toegekend wordt aan iedere statutaire ambtenaar en aan ieder contractueel personeelslid die/dat zich moet verplaatsen, lijkt het tweede lid, volgens de strekking ervan zoals die door de gemachtigde verduidelijkt is, geen juridische betekenis te hebben, zodat het weggelaten moet worden.

Bijlage

De bijlage moet aangevuld worden met de formule "Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit …"[1].

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Martine BAGUET

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172, formule F 4-8-1.

‡LW-BCEWNEHEJ-HAJJIVT‡